

éditoriaux & opinions

LE MONDE D'APRÈS Chaque jour, cet été, un témoin de l'actualité livre sa vision de l'après-crise. Aujourd'hui, Philippe Lemoine, président de LaSer (Lafayette Services), décrit trois crises dans la crise et croit en l'émergence d'un autre monde économique. La version longue de l'interview est sur Latribune.fr.

« Une nouvelle alliance entre la société et le marché »



BIO EXPRESS
Patron « intello », Philippe Lemoine, 59 ans, a participé au rapport Nora-Minc sur l'informatisation de la société en 1976. Il a créé, il y a cinq ans, le Forum d'Action Modernités qui publie, le 10 septembre aux éditions Descartes, un ouvrage collectif intitulé « Vers un autre monde économique ».

INTERVIEW PHILIPPE LEMOINE

Président de LaSer et du Forum d'Action Modernités

La crise a-t-elle changé le monde ?

Nous sommes dans une mutation profonde. Derrière le mot crise, il y a deux idées très différentes. La conception économique classique des cycles nous amène à nous demander où on en est ? et ce qu'on peut faire pour remonter. Les plans de relance visent un horizon court : sortir de là le plus vite possible. C'est important mais insuffisant. La deuxième vision est fondée sur l'idée d'une « rupture » dans notre modèle de croissance. Dans le monde d'avant, la finance était gouvernée par l'endettement et l'excès de liquidités et l'industrie était structurée par l'automobile. C'est justement là où s'est produite la crise. Aujourd'hui, il est essentiel de faire le bon diagnostic et d'avoir une vision de long terme, de penser l'avenir. L'approche du grand emprunt nous inscrit dans le long terme et nous oblige à réfléchir sur les vraies priorités.

Oui, mais cela ne nous ramène-t-il pas vers une forme d'économie planifiée ?

Cette critique est fondée, mais à bien regarder, tous les grands sujets d'avenir reposent sur une concertation entre l'État et les grands acteurs économiques, pour définir une position commune à quinze, vingt ans. L'important est que ce grand emprunt qui fera supporter des dettes supplémentaires aux générations futures rapporte plus à ceux qui vont le rembourser. Non seulement en argent, même si la rentabilité des projets compte, mais aussi en bien-être, en services collectifs.

À quoi ressemblera le monde d'après ?

Il faut partir de ce qui est en crise dans la crise. Notre analyse, au Forum Action Modernités, est que nous vivons trois crises en même temps. Une crise

de la valeur et de la mesure de la valeur. Le capitalisme est devenu le monde de la démesure. Il a fait sauter tous les thermomètres. Les nouvelles normes comptables étaient une tentative de compromis entre la création de valeur pour l'actionnaire (« shareholder value ») et les intérêts des parties prenantes de l'entreprise (les « stakeholders »). Tout cela a volé en éclats. Ce n'était déjà pas évident de fixer la valeur d'une chose — prenez l'exemple d'un billet d'avion ! —, cela devient encore plus difficile. Aussi la question de l'immatériel se repose. Comment prendre en compte dans un bilan le capital client, la marque... Personne n'a de réponse claire, ce qui est un facteur d'imprévisibilité. La deuxième crise est celle du corps propre de l'entreprise. Pendant des années, on a comparé les valorisations en regardant les multiples de capitalisation, la rentabilité, les dettes... L'important pour les investisseurs était la conformité d'une entreprise à un secteur. On peut sortir de ce système et aller chercher d'autres valeurs. Danone a choisi de se définir non plus comme groupe agroalimentaire, mais comme un leader mondial de la santé par l'alimentation. Apple est-il un groupe informatique, de musique en ligne, de médias ? Ce n'est plus son sujet : ce qui lui sert de lien avec ses clients, c'est le design. Apple, c'est une entreprise qui vend de l'esthétique. Dans un monde complexe, on rassure par la simplicité et le fonctionnement intuitif. Cette bascule des stratégies des entreprises ne fait que débiter. On trouve en Bourse des primes d'incomparabilité.

Et la troisième crise dans la crise ?

C'est celle du rôle joué par les individus dans le système économique. C'est

l'émergence du conso-acteur, qui impose une plus grande imbrication entre l'acte de production et celui de consommation. Les comportements changent et modifient en profondeur les modèles économiques traditionnels. Tout le monde prend conscience qu'il ne faut pas gaspiller les ressources. Les jeunes sont structurés comme cela. Tout cela peut produire des esquisses de solutions à la crise. On pourrait avoir des surprises, comme le développement de l'économie solidaire, le « social business » à la façon de Muhammad Yunus, le banquier des pauvres. Pas tant sur l'idée morale de faire le bien, que sur le fait que l'entrepreneur solidaire doit chaque jour arbitrer entre le marché et le gratuit. Il ne s'agit pas pour le capitalisme de renoncer au profit mais de revenir à la base de l'accumulation du capital : plutôt que de distribuer le bénéfice aux actionnaires, il est plus rentable de le réinvestir. Il faut réincorporer la société dans l'économie. L'industrie automobile en est l'incarnation. Symbole de l'économie industrielle, elle n'a rien vu venir des changements de la société. Depuis plusieurs années, pourtant,

deux visions s'opposent : celle du productivisme selon laquelle on allait vendre toujours plus de voitures ; et celle des urbanistes qui s'échinaient à dire que ce mode de vie nous conduisait droit dans le mur écologique.

La tentation n'est-elle pas plutôt de revenir au monde d'avant ?

C'est vrai, aux États-Unis, la titrisation de crédits à la consommation est repartie. La capacité de résilience du système est considérable. Ce sera comme avant ou peut-être même pire qu'avant, de crise en crise. Un autre monde économique est possible. Pour le faire émerger, nous croyons beaucoup à la notion d'alliance. Il faut pousser les gens à s'allier pour définir des projets. Une association entre une grande entreprise, des PME et des ONG peut produire le meilleur, changer la représentation que l'on a du prix des choses. Il faut une nouvelle alliance entre la société et le marché.

Et sur le terrain politique ?

La politique doit apprendre à gérer le temps, plutôt que l'espace. Il n'y a pas deux Rome. Il faut inventer un système politique qui ne soit pas seulement du pouvoir, mais qui crée de l'autorité. L'autorité acceptée et légitime libère l'audace.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MABILLE

Demain, fin de notre série avec l'interview d'Henri Proglio

DES IDÉES SUR LE WEB

Very bad bonus
Mahor Chiche, avocat à la cour, et Jean-Jacques Ohana, cofondateur de Riskelia

L'affaire des bonus ne concerne pas seu-

lement les banques et leurs employés, mais la société tout entière, ce qui justifie que les politiques s'en saisissent. Les bénéfices réalisés en début d'année par les grandes banques ont été grandement favorisés par les

garanties des États et la politique des banques centrales. Ces aides, qui se sont révélées providentielles pour les bonus des traders, se soldent aujourd'hui par des dettes publiques records, mettant en péril les générations

futures. La crise ayant montré que la société dans son ensemble était garante en dernier recours du système financier, il est urgent de contractualiser nos relations avec les institutions bancaires, par une

fiscalité forte sur les profits de trading des banques ou par un provisionnement plus strict des risques. Voilà qui favoriserait les activités de prêt des banques au détriment de la spéculation, qui crée un risque pour tous.

ÉDITO

Des commissions et des réformes

Une commission chargée de réfléchir au grand emprunt national a été installée hier. Installée, c'est le terme consacré, désormais, pour cet exercice si sarkozien. L'idée naît dans le cerveau présidentiel, forcément — ce n'est pas aux ministres d'avoir des idées — mais ensuite des personnalités soigneusement choisies sont invitées à y réfléchir et à la mettre en forme. Attention, soigneusement choisies ne veut pas dire choisies parmi les copains ou les professionnels de la profession. Cela, c'était avant et ce n'était pas très malin. La commission de type sarkoziste est pluraliste (en termes d'âge, de sexe et de sensibilité politique) et bourrée de compétences indiscutables. Il ne me sied pas d'y placer d'anciens ennemis (comme Alain Juppé) ou d'anciens adversaires (comme Michel Rocard). Dès lors les critiques trouvent difficilement prise, et le rendement est maximal du point de vue de la communication politique. Chaque idée sert quatre fois : quand elle est lancée (polémique), quand elle est nommée le président de la commission (commentaires), quand la commission est installée (commentaires) et quand elle rend son rapport (commentaires et/ou polémique). Des fuites sur les travaux en cours ou quelque démission bruyante peuvent contribuer à animer l'actualité dans l'intervalle. Après vient ou pas, selon les cas, la phase parlementaire. Souvent, elle est loin d'être la plus facile. Le comité Balladur sur la réforme



PAR SOPHIE GHERARDI

des institutions de la V^e République, installé dès juillet 2007, a été le premier exemple — on se souvient que la réforme de la Constitution a finalement été adoptée à une seule voix de majorité, celle de Jack Lang, lui-même membre du comité. Idem pour la loi Hadopi visant à mieux protéger la propriété intellectuelle sur Internet, au parcours législatif chaotique : elle avait été préparée par une mission de Denis Olivennes, ancien PDG de la Fnac et actuel directeur général délégué du « Nouvel Observateur ». La loi sur le travail du dimanche, qui s'inspirait d'une proposition de la commission Attali, a aussi rencontré des résistances furieuses dans les deux chambres. Il faut bien constater que la commission sarkozienne ne sert pas à enterrer les problèmes comme les commissions d'antan, puisqu'elle débouche souvent sur des lois (la commission Attali « pour la libération de la croissance française » a placé la barre un peu haut avec ses 316 propositions). Elle est surtout devenue un mode de réforme au fond assez adapté à un pays qui aime à la fois la parole et la castagne.

sgherardi@latribune.fr

LA TRIBUNE.fr

RETROUVEZ chaque jour Éditoriaux et opinions sur latribune.fr

Pansements bancaires

La confiance, c'est quand on n'a plus peur ! Faut-il dès lors considérer que la flambée hier du cours de l'action Natixis incarne, pour la France, la fin de la crise financière ? Il faut pourtant avoir la foi bien chevillée au corps pour accorder encore sa confiance à un titre introduit en Bourse à plus de 19 euros et qui, hier, après une hausse de plus de 35 %, valait six fois moins. Natixis, qui a, en deux ans, ruiné ses petits actionnaires et épuisé les fonds propres de ses deux cofondateurs, les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, est notre Lehman Brothers version baguette-camembert, la faillite en moins. En injectant pas moins de 7 milliards d'euros dans BPCE, essentiellement reversés à Natixis, le contribuable a fait ce qu'il faut pour sauver la nouvelle deuxième banque française du naufrage. Quasiment garantie par l'État, BPCE ne pouvait faire moins que de reprendre à son compte les pertes de sa filiale toxique. Ainsi soulagée, Natixis va pouvoir renouer avec les bénéfices et reverser des bonus à ses traders. La maison mère remboursera l'État avec ses profits futurs. Mais cet artifice comptable ne va pas



PAR PHILIPPE MABILLE

effacer les pertes du portefeuille d'actifs illiquides constitué par de mauvais génies de la finance. Et, même si les marchés d'actions et de crédit semblent, tel le Phénix, revenir vers leurs niveaux d'avant la chute de Lehman Brothers, le 15 septembre de l'an dernier, la réalité demeure, implacable : le secteur financier a perdu avec cette crise la majeure partie de ses fonds propres. Autant les sociétés industrielles, frappées par le coup d'arrêt brutal de l'activité au cours de l'hiver dernier, ont pu refaire tout ou partie du chemin, autant la destruction de valeur semble irréversible du côté de la finance. Et le petit investisseur, à qui on a fait croire que la fusion entre des cultures aussi différentes que la Banque Française du Commerce Extérieur, le Crédit National et les anciennes activités concurrentielles de la CDC (opérations à l'origine de Natixis) pouvait former une entreprise, ne retrouvera jamais, lui, sa mise initiale.

pmabile@latribune.fr